

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille Cedex

Lille, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFETY - KLEEN FRANCE

ZAC Les Marlières
93120 La Courneuve

Références : -
Code AIOT : 0007000716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SAFETY - KLEEN FRANCE implanté Z A LES MARLIERES 59710 AVELIN. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du récollement d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY - KLEEN FRANCE
- Z A LES MARLIERES 59710 AVELIN
- Code AIOT : 0007000716

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFETY KLEEN a été autorisée à exploiter un centre de transit de déchets dangereux à AVELIN par arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 complété par l'arrêté du 10/06/2014.

Son activité consiste à mettre à disposition des fontaines de nettoyage contenant des solvants, des diluants ou des produits lessiviels destinées à une large gamme d'applications dans des entreprises et industries de tous les secteurs. Ces produits sont repris après usage pour élimination ou régénération dans des filières autorisées.

Le site est constitué d'un bâtiment comprenant

- les locaux administratifs,
- un local de préparation des produits lessiviels,
- un local fermé à clé où sont stockés les diluants (produits et déchets) (zone ATEX).

En extérieur, se trouve une zone de stockage comprenant

- une cuve de 45 m³ de solvants propres sur rétention,
- 2 cuves de 22,5 m³ de solvants usagés sur rétention,
- une cuve de 30 m³ contenant les déchets lessiviels sur rétention,

Reliés à ces stockages :

- Un kit de conditionnement sur rétention pour le déchargement des déchets et le remplissage de fûts de solvants,
- Une zone de dépotage/remplissage des camions citernes (produits neufs et déchets).

Le site d'Avelin est soumis à autorisation au titre des rubriques 2718 et 3550 par antériorité.

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique 3550 « Stockage temporaire de déchets dangereux, la quantité totale stockée (77 tonnes) étant supérieure à 50 tonnes ».

Il a été acté par le préfet par arrêté préfectoral du 10 juin 2014 que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3550 « Stockage temporaire des déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte » et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont les conclusions du BREF Traitement des déchets (WT).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Gestion des eaux potentiellement polluées	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
8	Cuvettes de rétention	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	IED MTD WT 14 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	IED MTD WT 19 : Consommation eau et réduction rejets eaux	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Conditions de stockage	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Sûreté	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Plan de secours	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Moyens de secours	AP de Mise en Demeure du	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	secours	Demeure du 22/07/2024, article 1	demeure, respect de prescription	demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant avait partiellement répondu aux demandes de la mise en demeure du 22/07/2024 et mis en place des rétentions en extérieur au site mais que certaines étaient encore absentes à l'intérieur du bâtiment.

Certains éléments de la défense incendie du site (PDI, estimation des besoins en eau et vérification de leur disponibilité) ont également été complétés mais certains aménagements font défaut, notamment, la mise en place d'une capacité suffisante de rétention des eaux sur site.

Ainsi la situation actuelle du site ne permet pas de proposer la levée de la mise en demeure du 22/07/2024 en raison de non-conformités résiduelles pour lesquelles des actions correctives sont demandées à l'exploitant sous 3 mois.

Cependant, l'exploitant s'étant engagé à répondre complètement en évoquant les actions correctives qu'il allait mettre en place avant la fin février 2026 et compte tenu des actions déjà réalisées, l'Inspection propose de ne pas prendre de sanctions administratives à ce stade et prévoit une nouvelle visite courant mars 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED MTD WT 14 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024
Prescription contrôlée : <p>La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :</p> <p>- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED:</p> <ul style="list-style-type: none"> • article VI Annexe 3.1 (d): IED MTD WT 14 visant la réduction des émissions atmosphériques

diffuses [...]
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article VI de l'annexe 3.1(d) de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de 17/12/2019 ci-après :</p> <p><i>"L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</i></p> <p><i>d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</i></p> <p><i>Cela inclut des techniques telles que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;</i> <i>- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;</i> <i>- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions."</i> <p><u>Constat de la visite du 29/06/2023 :</u></p> <p>Le site ne dispose pas de captation et de traitement des émissions diffuses générées lors du déversement des bidons. L'exploitant s'engage à utiliser un gabarit à la place du couvercle lors des vidage par pompage, ou bien à réaliser des vidages par déversement sous un dispositif d'aspiration type hotte avec bras articulé, éventuellement accompagné d'un traitement des effluents type charbon actif en fonction des résultats de mesure.</p> <p><u>Constat de la visite du 13/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a mis en place un dispositif de captation des émissions diffuses lors des déversements. Les émissions sont aspirées vers un filtre à charbon.</p> <p>L'exploitant a déclaré procéder au changement des filtres à charbon toutes les 4 à 6 semaines.</p> <p>L'inspection considère que ce dispositif permet de respecter les dispositions de l'article VI de l'annexe 3.1 (d).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : IED MTD WT 19 : Consommation eau et réduction rejets eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024

Prescription contrôlée :

La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :

- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED:

[...]

- article VII Annexe 3.1: IED MTD WT 19 visant la consommation eau et la réduction rejets eaux

[...]

Constats :

Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article VII de l'annexe 3.1(d) de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de 17/12/2019 ci-après :

"L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

- a) Optimisation de la consommation d'eau*
- b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites*
- c) Séparation des flux d'eaux*
- d) Remise en circulation de l'eau*
- e) Surface imperméable*
- f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs*
- g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets*
- h) Infrastructure de drainage appropriée*
- i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement"*

Constats de la visite du 29/06/2023 :

L'exploitant s'est engagé à appliquer la technique 19.d (Réduction des débordements et de la défaillance des cuves et conteneurs) en installant des détecteurs de niveau sur les cuves de solvants.

<p><u>Constats de la visite du 13/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a installé des détecteurs sur chacune de ses cuves avec report des volumes stockés en continu.</p> <p>Ces dispositifs permettent de diminuer les probabilités de débordement des cuves et répondent aux engagements pris par l'exploitant.</p> <p>L'Inspection considère que l'exploitant répond aux dispositions de l'article VII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :</p> <p>[...]</p> <p>- arrêté préfectoral du 10 juin 2014 imposant à la SA SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à AVELIN:</p> <ul style="list-style-type: none"> • article : 14.4: conditions de stockage.
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2014 ci-après :</p> <p><i>"La nature et le volume de chacun des stockages doit faire l'objet d'un affichage.</i></p> <p><i>Les tuyauteries permettant le remplissage des solvants propres et le dépotage de solvants usés doivent être distinctes et clairement identifiées.</i></p> <p><i>La capacité unitaire des réservoirs destinés au stockage des solvants usagés est limité à 30 m³</i></p> <p><i>Durée maximale d'entreposage : Le nombre de fûts de diluants usagés ne doit pas excéder 160.</i></p> <p><i>La durée du stockage des fûts de diluants usagés ne doit pas dépasser 30 jours .</i></p>

Hormis les situations accidentelles, aucun reconditionnement des diluants usés n'est admis sur le site."

Constats de la visite du 29/06/2023 :

Dans son courrier du 22/11/2021, l'exploitant s'était engagé à réaliser un marquage au sol des zones de stockage. L'action n'a pas été menée.

Constats de la visite du 13/11/2025 :

Le site a été aménagé avec des rétentions pour les cubitainers en extérieur et une armoire pour les produits de type diluant. L'exploitant a transmis la documentation technique de l'armoire par courriel du 13/11/2025.

Des produits usagés ou neufs entreposés en extérieur à proximité de l'atelier sont en attente de reprise par un transporteur. L'exploitant a indiqué que leur présence ne dépassait pas 24 heures au maximum.

Les autres containers présents sur le site sont vides.

Avis de l'Inspection :

La mise en place des rétentions et de l'armoire fermée permettent de matérialiser les zones de stockage.

L'inspection demande à l'exploitant de rester vigilant afin de maintenir les rétentions exposées aux intempéries vides de façon à ce qu'elles conservent leur capacité.

L'inspection demande à l'exploitant de respecter son engagement de ne pas laisser les produits en attente de transport sur des périodes prolongées en dehors de toute rétention.

Les dispositifs mis en place par l'exploitant permettent de répondre aux dispositions de l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/06/2014.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Sûreté

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Accès gardiennage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024

Prescription contrôlée :

La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :

[...]

- arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant la SA SAFETY KLEEN à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN:

- article : 16.5: sûreté

[...]

Constats :

Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1997 ci-après :

"Les accès sont constamment fermés ou surveillés. Un gardiennage des installations doit être assuré aux heures de fonctionnement du site. En dehors de ces heures le site doit être placé sous alarme incendie avec télé-report en vue de prévenir les secours."

Constats de la visite du 29/06/2023 :

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions de l'arrêté concernant le report des alarmes ou formuler une demande justifiée et motivée au préfet d'adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Constats de la visite du 13/11/2025 :

L'exploitant a mis en place un système de détection d'incendie par caméra thermique ainsi qu'une alarme anti-intrusion sur le site.

Ces dispositifs sont reportés avec visualisation du site vers le responsable ou son adjoint en cas d'absence, pour une levée de doute.

En cas de levée de doute impossible, une société de surveillance peut être sollicitée par téléphone (cf page 5 du plan de défense incendie).

Avis de l'inspection :

Les dispositifs mis en place ainsi que les moyens d'alerte permettent de répondre aux prescriptions de l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral du 31/07/1997.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Plan de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de secours

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024

Prescription contrôlée :

La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :

[...]

- arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant la SA SAFETY KLEEN à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN:

[...]

- article : 18.1 : plan de secours

[...]

Constats :

Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1997 ci-après :

"L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne pour le 31/12/1997 qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident"

Constats de la visite du 29/06/2023 :

La procédure de gestion des situations d'urgence doit être déclinée en plan d'intervention propre au site. Un document opérationnel est attendu

Constats de la visite du 13/11/2025 :

L'exploitant a transmis son plan de défense incendie (PDI) ainsi que le courriel de transmission au SDIS du 25/09/2025.

Avis de l'inspection sur le PDI :

Le PDI est complet et détaillé, il répond aux attentes de l'article 18.1 de l'arrêté préfectoral du 31/07/1997.

Cependant , ce document nécessite quelques amendements, notamment :

- p 8 : le PDI indique : "*En cas d'accident, l'exploitant d'une installation classée (IC) a l'obligation réglementaire (Article R512-69 du Code de l'Environnement), de fournir à l'inspection des IC, dans les meilleurs délais, un rapport d'analyse comprenant à minima, ou long terme.es causes, les effets et conséquences sur les personnes et l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident sanitaire et pour pallier les effets à moyens ou long terme. Une fiche de notification à remplir et élaborée par le BARPI se trouve à l'annexe 7.9.*"

Or l'article l'article R512-69 du code de l'environnement dispose : "

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."

Aussi, il convient :

- 1 - d'ajouter le numéro de téléphone de la DREAL et le lien de télédéclaration des incidents, à la liste de personnes à prévenir pour tout type d'incident dans les meilleurs délais,
- 2 - de prévoir de modifier la page 8 du document dans la mesure où la déclaration de l'incendie ou de l'incident sont à déclarer en ligne obligatoirement à compter du 01/01/2026 sur le site suivant : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La DREAL et le lien de télédéclaration des incidents doivent être ajoutés à la liste des personnes à prévenir en cas d'incident.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Moyens de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024

Prescription contrôlée :

La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :

[...]

- arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant la SA SAFETY KLEEN à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN:

[...] • article 17.2 : moyens de secours

[...]

Constats :

Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1997 ci-après :

"Extincteurs à raison de 1 pour 150 m² ou 150 m³

Moyens en eau : réseau d'eau public ou privé alimentant des PI de 100 mm avec raccords normalisés.

Débit fixé dans le plan de secours"

Constats de la visite du 29/06/2023 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les besoins en eau pour l'extinction.

Constats de la visite du 13/11/2025 :

L'exploitant a indiqué avoir procédé au calcul des besoins et a indiqué qu'il allait transmettre les éléments par courriel.

Par courriel du 19/11/2025, l'exploitant a fourni un rapport intitulé "dimensionnement des besoins en eau d'extinction d'incendie et de la capacité de confinement" daté de novembre 2025.

En ce qui concerne les besoins en eau, le rapport présente les éléments suivants :

- le calcul D9 qui conclut à un besoin de 60 m³/h pendant 2 heures, soit 120 m³,
- les résultats de 2023 du test de pression du poteau incendie situé 25 m du portail du site qui montrent un débit de 160 m³/h sous pression de 1 bar,

Avis de l'inspection :

L'exploitant a fourni le calcul des besoins en eau pour l'extinction qui s'élèvent à 60 m³/h pendant 2 heures, soit 120 m³ au total.

Le dernier contrôle du poteau incendie situé à proximité immédiate du site répond au volume

attendu avec 160 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Gestion des eaux potentiellement polluées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :</p> <p>[...]</p> <p>- arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant la SA SAFETY KLEEN à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN:</p> <p>[...] • article 4.2: gestion des eaux potentiellement polluées</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1997 ci-après :</p> <p><i>" L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie ou d'un accident y compris celles utilisées pour l'extinction et les eaux pluviales polluées doivent être recueillies dans un bassin de confinement ; le volume minimal de ce bassin est de 78 m³.</i></p> <p><i>... Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande...</i></p> <p><i>Une vanne de disconnection doit être mise en place sur le réseau eaux pluviales du site avant rejet au réseau eaux pluviales de la zone d'Avelin."</i></p> <p><u>Constats de la visite du 29/06/2023 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le mode de collecte des eaux potentiellement polluées et n'a pas évalué à partir de la règle D9A le besoin en confinement pour la récupération</p>

des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ce volume à confiner doit être cohérent avec le besoin en eau d'extinction visé à l'article 17.2. et les produits liquides présents sur site. Une vanne de disconnection du cheminement des eaux vers le réseau de la zone d'activité existe mais n'est pas opérationnelle (bloquée par manque d'entretien). Le plan de réseau doit être revu en conséquence. L'effluent présent au niveau du regard où se trouve la vanne de disconnection est manifestement pollué par des hydrocarbures.

Constats de la visite du 13/11/2025:

L'exploitant a présenté un rapport intitulé "dimensionnement des besoins en eau d'extinction d'incendie et de la capacité de confinement" daté de novembre 2025, rapport également transmis par courriel du 19/11/2025.

En ce qui concerne la gestion des eaux potentiellement polluées, le rapport présente les éléments suivants :

- le calcul des besoins en confinement du site qui s'élèvent à 154 m³, le volume majorant de 160 m³ a été retenu par l'exploitant,
- l'évaluation de la capacité de confinement du site au moyen d'un plan topographique.

L'exploitant a indiqué avoir procédé au remplacement de la vanne d'isolement du site en 2024 et fourni des photos de la nouvelle vanne .

La capacité de confinement du site a été évaluée et fait l'objet de projections sur un plan topographique du site en prenant en considération différentes hauteurs de bordurage.

Un plan sans réhausse montre que les hauteurs de bordures actuelles à +34,33 m NGF ne sont pas suffisantes pour assurer le confinement des volumes prévus sur le site comme l'indique le plan topographique joint au plan de défense incendie avec un échappement des eaux au nord est du site ainsi que des hauteurs insuffisantes à d'autres endroits du site.

Un second plan avec une réhausse de 1 cm, soit une altitude de bordurage minimum à +34,34 m NGF permettrait au site de présenter les 160 m³ de rétention nécessaires.

Le site présente donc toujours un volume insuffisant de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie d'environ 17 m³.

A noter que le calcul de la capacité de rétention au moyen du plan topographique ne tient pas compte des stockages existants de fûts en attente de reprise ou de livraison, ni des rétentions extérieures récemment installées.

Interrogé par courriel du 24/11/2025 sur ces manquements, l'exploitant a répondu le 03/12/2025 que des travaux allaient être réalisés avant fin février 2026 avec la création d'une nouvelle dalle pour le stockage de machines sous tente et la mise à niveau des bordures nécessaires au confinement des eaux incendie.

L'Inspection prend acte de l'engagement de l'exploitant et rappelle à l'exploitant la nécessité de porter à la connaissance du préfet les modifications des installations avant leur réalisation avec tous les éléments d'appréciation permettant de statuer sur leur caractère notable ou substantiel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les calculs de rétentions et l'établissement de plans topographiques ont permis de déterminer les hauteurs de bordurage nécessaires pour assurer le confinement des eaux d'extinction. Ces calculs doivent être précisés pour intégrer la présence de stockages temporaires et des nouvelles rétentions installées.

L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux nécessaires au confinement des eaux incendie, néanmoins, en l'état, les mesures mises en place ne permettent pas de répondre pleinement à la mise en demeure du 22/07/2024.

Toutefois, compte-tenu de l'engagement de l'exploitant à réaliser les travaux avant fin février 2026 et des volumes de rétention déjà existants, l'Inspection propose de ne pas prendre de sanctions administratives à ce stade.

Une nouvelle visite d'inspection sera programmée courant mars 2026 afin de vérifier la réalisation des travaux de confortement des hauteurs des bordurages suite à la mise à jour des calculs des volumes rétentions nécessaires en tenant compte des stockages temporaires et des nouvelles rétentions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024

Prescription contrôlée :

La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social sis 65 avenue Jean MERMOZ à la COURNEUVE (93120), est mise en demeure de respecter, dans un délai

de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à AVELIN (59170) :

[...]

- arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant la SA SAFETY KLEEN à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN:

[...]

- article 4.4 : cuvettes de rétention

[...]

Constats :

Pour rappel, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2024 demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1997 ci-après :

"Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés."

Constats de la visite du 29/06/2023 :

L'ensemble des produits liquides n'est pas sur rétention.

Constats de la visite du 13/11/2025 :

Une nouvelle armoire sur dalle pour le stockage des diluants en extérieur a été installée et intègre une rétention.

Par courriel du 19/11/2025, l'exploitant a transmis le bon de commande du 04/11/2025 des rétentions dont la présence a été constatée sur le site sous les cubitainers situés en extérieur.

Des rétentions n'ont pas été mises en place sous les cubitainers dans la zone de préparation des mélanges.

L'exploitant s'est engagé, le jour de la visite, à transmettre un bon de commande signé en vue de répondre au besoin.

Par courriel du 03/12/2025, l'exploitant a indiqué que les rétentions nécessaires étaient en cours de livraison depuis un autre site qui disposait d'un surplus de rétentions.

En outre, au niveau de la zone de mélange, les rétentions présentes ne sont pas suffisantes au regard des bidons stockés. L'affichage de leur capacité maximale doit être ajouté.

L'exploitant s'est engagé à produire les photos des cubitainers installés dès leur réception sur site et à procéder de même pour les affichages à compléter.

A ce jour, aucun élément permettant de répondre à la mise en demeure de disposer sur rétentions l'ensemble des produits liquides sur site n'a été transmis. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est pas respecté.

Observation n°1:

La zone de mélange est constituée d'une dalle en béton non protégé ou traité et les déversements accidentels depuis les cubitainers sans rétentions ont pu dégrader la dalle béton non protégée et générer une infiltration de produits dans les sols au droit des installations. Ce point doit faire l'objet d'investigations de la part de l'exploitant pour, le cas échéant, nettoyer et/ou traiter les sols pollués.

Observation n°2 :

Les rétentions installées en extérieur ne sont pas à l'abri des eaux météoriques, l'exploitant doit rester attentif à les vider régulièrement par les filières dûment autorisées afin qu'elles puissent remplir correctement leur fonction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant d'être informée des évolutions de la situation quant à la mise en place des rétentions sur la zone de mélange et des affichages.

Compte tenu des actions déjà réalisées et des engagements de l'exploitant, l'Inspection propose de ne pas prendre de sanctions administratives à ce stade et de ne pas lever la mise en demeure dans l'attente de la réalisation des actions sous 3 mois qui doivent permettre de répondre complètement à la mise en demeure du 22/07/2024.

Une nouvelle visite d'inspection sera programmée courant mars 2026.

De plus, l'Inspection demande à l'exploitant d'investiguer les sols au droit de la zone de mélange dépourvue de rétentions pour, le cas échéant traiter les pollutions des sols liés aux déversements accidentels successifs sur la dalle béton non protégée sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois